

CONVOCAATION du CONSEIL COMMUNAL

Le 11 octobre 2022

Conformément à l'art. L. 1122-13, § 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège communal a l'honneur de convoquer :

1/2

- . Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil communal
- . Monsieur le Président du Centre public d'action sociale

pour la première fois (1) à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu à la Maison communale

le mercredi 19 octobre 2022 à 20 heures en présentiel.

ORDRE DU JOUR

SEANCE PUBLIQUE

01. Procès-verbal de la séance précédente.
02. Budget 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint-Laurent de Mellery. Approbation.
03. Budget 2023 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Marbisoux. Approbation.
04. Budget 2023 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame des Affligés à Tilly. Approbation.
05. Budget 2023 de l'église protestante de Wavre. Approbation.
06. Marche de services financiers – Financement des investissements inscrits au budget extraordinaire 2022 – Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché.
07. Intervention à l'acte de vente d'un terrain à un tiers par la SCRL Notre Maison. Résiliation partielle de l'emphytéose concédée par Notre Maison à la Commune de Villers-la-Ville. Parc Prés Saint-Pierre à Marbais.
08. Collecte encombrants – Enlèvement à la demande – Modification des coûts afférant au service – INBW – Avenant convention.
09. Convention de dessaisissement au profit de l'INBW concernant l'octroi de subsides en matière de prévention des déchets.
10. Contrat de rivière Dyle-Gette – Liste d'engagements concrets de la commune pour le programme d'actions 2023-2025 du contrat de rivière – Approbation.
11. Convention d'accompagnement et de remboursement d'assainissement du sol déjà réalisé concernant la citerne à mazout présente à l'église de Sart-Dames-Avelines sise rue Ernest Deltenre 30 à conclure entre l'ASBL Promaz et l'Administration Communale de Villers-la-Ville.
12. Groupe d'action locale « Pays de 4 Bras » Candidature stratégie de développement local 2023-2027.
13. EPN – « Atelier Techno Senior » - Convention de partenariat avec la Ligue des Familles.
14. Renouvellement de l'adhésion de la commune à la charte éclairage public d'ORES ASSETS – Service Lumière - Accord de principe.
15. Personnel communal – Deuxième pilier de pension – Définition des besoins et recours à l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale du Service fédéral des Pensions.
16. Travaux de construction d'une rampe d'accès PMR à proximité de l'entrée du vignoble rue de l'Abbaye à Villers-la-Ville. Approbation des conditions du marché. Procédure négociée sans publication préalable.
17. Ouverture d'une classe maternelle à l'école communale de Villers-Tilly, implantation de Tilly à partir du 03 octobre 2022.

HUIS CLOS

01. Enseignement :
 - A. Mise en disponibilité d'un Maître spécial d'éducation physique et demande d'un mi-temps médical.
 - B. Mise en disponibilité d'un Maître de psychomotricité et réaffectation dans deux périodes d'éducation physique.

.../...

CONSEIL COMMUNAL DE VILLERS-LA-VILLE DU JEUDI 25 AOUT 2022 A 21H.
ORDRE DU JOUR

SUITE 2.

2/2

- C. Ratification désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
- D. Ratification désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
- E. Ratification désignation d'un Maître spécial d'éducation physique à titre temporaire dans deux périodes.
- F. Ratification désignation d'un Maître spécial d'éducation physique à titre temporaire.
- G. Ratification désignation d'une enseignante à titre temporaire.
- H. Ratification désignation d'un Maître spécial de religion protestante.
- I. Ratification désignation d'un Maître de seconde langue néerlandais aux écoles communales de Villers-la-Ville.
- J. Ratification désignation d'un Maître spécial de religion catholique.
- K. Ratification désignation d'une institutrice primaire à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
- L. Ratification désignation d'un Maître spécial de religion catholique.

Par le Collège communal,

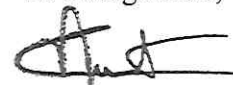
Par ordonnance :
La Directrice générale,



S. RUCQUOY.



Le Bourgmestre,



E. BURTON.

(1) Biffer « L. 1122-17 » et les mots « pour lafois » sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2^{ème} ou la 3^{ème} fois, auquel cas il y a lieu de biffer «L. 1122-13, § 1^{er}».

Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. L 1122-13-§ 1^{er} . Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L 1122-18 peut prévoir que le(la) directeur(trice) général(e) ou les fonctionnaires désignés par lui/elle fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier ; dans ce cas le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. L1122-15. Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art. L1122-17. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L1122-24. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Art. L1122-26. §1^{er}. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles, ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. L1122-27. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demandent.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu. L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. L1122-28. En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

En vertu de l'article L6511-2, par.1^{er}, al.1CDLD, les réunions du conseil communal se tiennent en principe physiquement tant en situation ordinaire qu'en cas de situation extraordinaire au sens du CDLD, art L6511-1, par.1^{er}, 2^o.

Toutefois, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance. Il convient donc de motiver le recours à la réunion à distance (situation d'urgence au sens de l'A.R. du 22.05.2019).

Les moyens de connexion doivent être précisés pour permettre aux conseillers de se connecter en temps et heure.
